



SYMISOA
50, route de St Denis
42190 CHARLIEU
T : 04.77.60.97.91
contact@symisoa.fr
www.symisoa.fr

Objet de la consultation :

CONCEPTION ET REALISATION DE PUBLICATIONS
(bulletin d'information et divers supports de communication)

Marché passé selon une procédure adaptée ouverte
Article 27 du Décret 2016 – 360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Marché 2017-03

Établi le 6 octobre 2017

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1- Objet du marché

La consultation a pour objet la conception et la réalisation de documents de communication pour le SYMISOA, dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de rivière Sornin Jarnossin (2017-2021) qu'il anime.

La mission objet de la consultation comprend :

- Création de l'identité visuelle du contrat de rivière
- Conception, rédaction et réalisation du bulletin d'information annuel,
- Conception et réalisation de divers supports de communication (documents pédagogiques sur les différentes thématiques abordées par le SYMISOA).

Le titulaire s'engage à fournir toutes les prestations objet du présent marché.

1.2 – Forme du Marché

Le marché, objet de la présente consultation, est un marché de prestations intellectuelles passé en procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, avec un montant maximum de 23 000€HT, au sens de l'article 78 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics. Le marché sera exécuté par l'émission de bons de commande au sens de l'article 80 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

1.3 - Durée du marché

En raison de l'objet du marché intimement lié à la mise en œuvre du contrat de rivière qui se déroule sur 5 ans, le présent marché est passé pour une durée de cinq (5) ans à compter de sa notification.

1.4 – Marché à bons de commande

Les prestations du marché feront l'objet de bons de commande notifiés par le Pouvoir Adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date limite de remise du BAT) ;
- le montant du bon de commande ;

Chaque modification ou augmentation de commande se fera au moyen d'un Bon de Commande complémentaire.

Seuls les bons de commande signés par le Pouvoir Adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

2.1- Pièces particulières

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le bordereau des prix unitaires
- Le mémoire technique du candidat

2.2- Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 10.2.2.

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.- P.I.) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009.

ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION

3.1- Pour l'identité visuelle et le bulletin d'information :

Les délais pour définir l'identité visuelle et publier le 1^{er} bulletin d'information sont assez courts. En effet, l'objectif est une publication pour mi-décembre 2017.

Aussi, les délais d'exécution sont les suivants :

- Dans les 5 jours ouvrés suivant la notification du marché (date prévisionnelle : semaine 45 - 2017), le prestataire devra effectuer la première rencontre de lancement qui se déroulera au siège de la collectivité.
- Dans les 10 jours ouvrés suivants la rencontre de lancement, le prestataire devra proposer une première version de la maquette, le nom du nouveau bulletin ainsi que la ligne éditoriale.
- Le bulletin (BAT – Bon A Tirer) doit être livré au plus tard le 11 décembre 2017.

Pour les bulletins suivants, le délai sera spécifié dans chaque bon de commande au regard des engagements de délais du candidat figurant dans son offre. Une parution fin novembre début décembre de chaque année est à prévoir.

3.2- Pour les brochures

Le délai sera spécifié dans chaque bon de commande au regard des engagements de délais du candidat figurant dans son offre.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai commence à compter de la date de notification du bon.

Les documents devront être « livrés » sous format numérique, et transmis par mail ou via une plate-forme de transfert de fichiers.

ARTICLE 5 : VERIFICATIONS

Les BAT feront l'objet de relecture et vérifications par le maître d'ouvrage.

A l'issue des vérifications, la personne responsable du marché prend une décision de validation ou de demande de modification.

En cas de demande de modification, le titulaire dispose d'un délai de 48 heures pour procéder aux adaptations demandées.

Après ces ajustements, un nouveau BAT est transmis et vérifié.

S'il donne satisfaction, le BAT est approuvé et notifié au titulaire par courriel.

ARTICLE 6 : FICHIERS REMIS AU TITULAIRE

En vue de l'exécution du marché, le titulaire recevra par courriel ou via une plate-forme de transfert les fichiers sources des documents.

ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 8 : AVANCES

Sans objet

ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHE

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

Les prix des prestations sont réputés complets, comprenant tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution des prestations.

Les prix seront majorés du taux de T.V.A. en vigueur au moment de la signature d'un bon de commande et selon le type de prestation réalisé.

9.2 - Variations dans les prix

Les prix sont fermes et actualisables, aux conditions prévues à l'article 18 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016.

ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

10.1 - Acomptes et paiements partiels

Sans objet

10.2 - Présentation des demandes de paiements

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du C.C.A.G.-PI.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et une version dématérialisée, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, adresse, SIRET du créancier
- le n° du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement (IBAN)
- la référence du marché et du bon de commande éventuel
- la prestation exécutée (désignation et quantités)
- le montant hors taxe de la prestation
- le taux de TVA applicable
- le montant TTC des prestations
- la date de facturation

10.3 - Mode de règlement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les paiements s'effectuent selon les règles de la comptabilité publique sous forme de virement par mandat administratif dans un délai conventionnel maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par l'administration.

ARTICLE 11 : PENALITES

Les pénalités de retard éventuelles seront notifiées au titulaire par le maître d'ouvrage. Elles seront déduites des factures à intervenir, sans mise en demeure préalable.

Le calcul des pénalités de retard s'effectue par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, par l'application d'un montant forfaitaire par jour calendaire de retard. Le montant forfaitaire est fixé à (HT) : 100 €

Le nombre de jours de retard est apprécié en fonction des délais d'exécution des prestations sur lesquels le titulaire s'est engagé, dans l'acte d'engagement et en fonction de l'ordre de service ou des bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 12 : ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHE

Seules les stipulations du C.C.A.G.-PI., relatives à la résiliation du marché, sont applicables. En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,00 %.

ARTICLE 14 : DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 15 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations aux CCAG-PI, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants.

En aucun cas, l'omission de la mention d'une dérogation dans la liste ci-après ne saurait faire obstacle au caractère pleinement applicable au Titulaire de ladite dérogation.

Article du CCAP	Déroge à l'article du CCAG-PI
2	4.1
5	26.2
11	14.1 et 14.3